

*Le budget*

moins que cela ne fasse partie de la stratégie du grand leurre—auquel j'ai fait allusion plus tôt—afin de faire croire aux Canadiens que tout va bien dans le meilleur des mondes.

Le ministre ne semble pas comprendre que le Canada est très en retard sur ses concurrents en ce qui concerne les encouragements non fiscaux offerts pour stimuler la R-D. Il faut faire une importante distinction entre l'aide offerte par le biais du régime fiscal, l'aide fiscale et celle accordée par des moyens non fiscaux.

J'entends par là la recherche sous contrat ou les marchés publics auxquels on a couramment recours dans nombre de pays pour stimuler l'innovation et le développement industriel.

Le Canada n'est tout simplement pas du calibre de beaucoup de ses concurrents, dont le Japon, les États-Unis, l'Allemagne, la Scandinavie et la France, quand il s'agit d'encourager la recherche et le développement par des moyens non fiscaux, notamment dans le cadre de programmes d'acquisition de matériel de défense, comme aux États-Unis, ou de projets comme celui des ordinateurs de cinquième génération au Japon ou enfin par le biais de l'industrie aérospatiale comme en France.

Je reviens d'un séjour sur la côte ouest au cours duquel j'ai eu le plaisir de participer, vendredi matin, à Vancouver, à un colloque en compagnie de gens d'affaires qui s'intéressent aux sciences et à la technologie.

Au nombre des personnes avec qui j'ai eu le plaisir de m'entretenir de nouveau se trouvait John MacDonald, le président de MacDonald-Dettwiler de Vancouver, qui emploie quelque 800 personnes. Toutes ces personnes travaillent dans le domaine de l'intégration des systèmes et de l'élaboration de logiciels.

M. MacDonald a qualifié l'ancien Programme des propositions spontanées, que le gouvernement conservateur a supprimé, du meilleur outil dont le gouvernement disposait pour encourager le développement industriel. Encore un programme que ce fichu gouvernement a supprimé.

Un autre programme qui a connu un grand succès et qui constitue peut-être le meilleur mécanisme à la disposition du gouvernement pour inciter la petite et la moyenne entreprise partout au Canada à s'adonner à la recherche et au développement est le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI).

Nous savons tous que les fonds alloués à ce programme ont été rationnés sous le régime conservateur. En fait, ils ont été réduits de quelque 28 p. 100 au cours des sept dernières années. Le PARI a de plus été victime d'une direction instable, tant et si bien que la direction actuelle du CNRC a cherché à en changer la vocation pour

transformer ce programme autrefois axé sur les besoins des clients en service de commercialisation pour les laboratoires du CNRC.

Le comité de l'industrie, des sciences et de la technologie, dont je fais partie, a entrepris un examen de ce programme l'automne dernier. Il a conclu que le PARI souffre de ce que le gouvernement n'a pas une idée claire du rôle et des responsabilités qu'il devrait avoir non pas seulement maintenant, mais aussi dans le contexte de l'initiative de prospérité dont le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie fait la promotion.

Le budget actuel prévoit une augmentation minime du budget du PARI qui est loin de correspondre au financement qu'avaient recommandé le Comité de l'industrie, des sciences et de la technologie de même que le rapport Sparrow il y a un an et demi, sous la présidence de la députée qui vient de parler il y a quelques minutes. Ces fonds sont loin de correspondre à ce qui est nécessaire pour permettre au programme de réaliser son potentiel et de répondre aux besoins de l'industrie canadienne.

Non content de détruire le soutien pour la recherche et le développement industriels, le gouvernement a également décidé de détruire la base de connaissances de notre pays. Dans son budget, le gouvernement a évidemment porté le coup de grâce au Conseil des sciences du Canada.

Le ministre des Finances a affirmé qu'il existait d'autres organismes du même genre qui faisaient la même chose que le Conseil des sciences du Canada. Ce n'est pas le cas. C'est tout simplement faux. Il n'y a aucun autre organisme au Canada qui fasse la même chose que le conseil des sciences, qui examine la politique scientifique selon une perspective à long terme et de façon indépendante.

J'ai parlé la semaine dernière à un membre du Conseil consultatif national des sciences et de la technologie, le propre conseil consultatif du premier ministre en la matière. D'après ce membre du conseil consultatif, il est ridicule de prétendre que le conseil des sciences est similaire au Conseil consultatif national des sciences et de la technologie. Il m'a dit que le CCNST est différent tant par sa conception que par sa constitution, pour résumer.

Le même membre du Conseil consultatif national des sciences et de la technologie, qui appartient comme par hasard au milieu de la finance de Bay Street, m'a dit que le monde des affaires appuie généralement le budget, un avis que je ne partage pas. On y a cependant l'impression que le gouvernement a exagéré en supprimant le conseil des sciences et le conseil économique, ce que mon interlocuteur comparait au meurtre d'Archimède par un soldat romain alors qu'il dessinait des figures géométriques sur le sable. Il parlait de barbares en train de massacrer le